

NEWSLETTER INNOVATION

Mouvement
des **Entreprises**
de France **E**

Newsletter #43 – Avril 2026

Événement

Retour sur la 4^{ème} soirée tech du MEDEF consacrée aux Greentech Replay disponible [ici](#)

Plus de 250 participants ont participé à notre quatrième édition des "Soirées Tech du MEDEF" délocalisée au siège de la Fédération Française du Bâtiment. Cette quatrième soirée consacrée aux Greentech a été réalisée en partenariat avec l'[ADEME](#), le [Ministère de l'écologie de l'énergie et du développement durable](#) et [CDC Biodiversité](#). Cet événement a permis de mettre en lumière des solutions innovantes proposées par 12 startups Greentech de toute la France. Cette soirée a également été l'occasion de récompenser [Ihel Triki](#) Co-fondateur et CEO de [Kumulus Water](#) avec le prix « coup de cœur du public ». Nous remercions les intervenants : [Patrick Martin](#), Président du MEDEF, [Olivier Salleron](#) Président de la Fédération Française du Bâtiment, [Sophie Aubert](#) pour l'ADEME, [Thomas Cottinet](#) responsable d'Ecolab au Ministère de l'écologie de l'énergie et du développement durable et enfin [Jean-Luc Brossard](#), co-président de la commission Numérique et Innovation du MEDEF. Merci également à toutes les startups présentes : [EverDye](#) • [Fairbrics](#) • [GEOMINNOV](#) • [Hydroclimat](#) • [Lixo](#) • [REVCOO](#) • [Simul'impact](#) • [Tardigrade AI](#) • [TEOYA](#) • [Waltr](#) • [Woodoo](#)

Replay de la soirée disponible [ici](#).



HelloTomorrow Summit 2026 se déroulera à Amsterdam en 11 et 12 juin prochain Plus d'informations [ici](#)

Nous nous sommes associés à Hello Tomorrow afin de vous offrir un accès VIP au Hello Tomorrow Summit, qui se tiendra les 11 et 12 juin à Amsterdam. Reconnu comme un événement mondial de référence dans la deep tech, ce sommet réunit des startups de pointe et des leaders industriels qui développent des technologies façonnant déjà l'industrie, la compétitivité et la croissance future des entreprises. Pendant ces deux journées, vous aurez l'opportunité de :

- Découvrir des technologies à fort potentiel avec des applications concrètes pour votre activité
- Échanger avec des fondateurs et dirigeants à l'origine de transformations industrielles majeures

- Rencontrer des partenaires capables de soutenir vos enjeux de croissance et vos priorités stratégiques

Dans le cadre de notre partenariat, vous bénéficiez de :

- Une remise **exclusive de 20 % avec le code MEDEFVIP**, à utiliser [ici](#)
- Un accès anticipé (5 jours avant l'événement) à la liste complète des entreprises participantes, afin de préparer des rendez-vous ciblés à forte valeur ajoutée

Cet événement est particulièrement pertinent si votre entreprise évolue dans un contexte de forte transformation, marqué par l'émergence de nouvelles technologies et une concurrence en mutation.

Financement de l'innovation

Webinaire MEDEF - France Angels - Devenir Business Angel

Le Mouvement des Entreprises de France et France Angels ont le plaisir de vous inviter à un webinar exclusif pour découvrir l'univers des Business Angels et, pourquoi pas, vous lancer à votre tour dans cette aventure passionnante. Au programme : décrypter le rôle et le fonctionnement des Business Angels, mieux comprendre les opportunités et les points de vigilance, et découvrir les clés pour investir avec confiance dès les premières phases de développement des entreprises. Rendez-vous le mercredi 3 juin, de 11h à 12h. Ce webinar sera également une occasion privilégiée de mieux connaître les actions de France Angels et de vous inspirer à travers des témoignages concrets de Business Angels et d'entrepreneurs qu'ils accompagnent. Rejoignez-nous pour un moment d'échange dynamique et enrichissant, et faites le premier pas vers l'investissement early-stage ! Inscription [ici](#)

L'érosion du CIR et l'incertitude persistante sur sa pérennité affaiblissent le hub R&D français. Les pays qui misent sur le CIR, eux, jouent gagnant Plus d'informations [ici](#)

La France s'éloigne encore des conditions de coûts de la R&D du groupe des pays du sud et de l'est de l'Europe auquel elle se comparait. Grâce à la qualité de ses écosystèmes de recherche et d'innovation, elle reste encore – jusqu'à quand ? –, un hub pour les entreprises à base française. Sa perte de compétitivité récente, et la menace de nouvelles détériorations du cadre légal, font cependant craindre des rééquilibrages massifs en R&D. Et font peser de sérieux risques sur la localisation des activités industrielles innovantes sur le territoire national.

Bpifrance misera 10 milliards d'euros d'investissement sur la santé d'ici à 2030 pour «faire émerger des champions français et européens» Plus d'informations [ici](#)

L'an dernier, Bpifrance a augmenté de 40% ses investissements dans le domaine de la santé, à 2,5 milliards d'euros. Lors d'une conférence de presse mercredi 8 avril 2026, son directeur exécutif Innovation Paul-François Fournier a annoncé que la banque compte investir 10 milliards supplémentaires dans ce domaine d'ici à 2030, avec l'objectif de faire émerger des champions et d'accentuer la filière prévention. Faire émerger des champions français et européen en santé». C'est l'objectif fixé par Paul-François Fournier, directeur exécutif Innovation de Bpifrance, lors d'une conférence de presse à Paris le mercredi 8 avril. Pour y contribuer, la banque publique d'investissement envisage d'investir 10 milliards d'euros dans la santé sur la période 2026-2030, avec la volonté d'améliorer tout ce qui relève de la prévention dans le cadre de cette filière. Il est ainsi question de soutenir ou d'investir dans le développement et la production de traitements médicaux, ou encore de promouvoir l'accélération de la santé numérique, en particulier avec l'essor de l'intelligence artificielle. Selon Paul-François Fournier, «le système de santé est sous pression, la filière en pleine transformation, il y a un modèle à réinventer car nous sommes arrivés à des limites avec notre approche très curative». Il prône plutôt «l'exemple des pays nordiques et leurs approches plus préventives».

Souveraineté technologique : « Une nation qui laisse partir ses ingénieurs affaiblit sa capacité à se défendre » Plus d'informations [ici](#)

La France investit massivement dans sa défense et ses technologies, mais laisse filer chaque année les ingénieurs et experts sans lesquels tout cela n'est qu'une coquille vide. Cette fuite de talents menace sa souveraineté technologique et sa capacité à innover face à une compétition mondiale accrue, avertit Laurent Giovachini, président de la Fédération Syntec. Dans un monde marqué par le retour des tensions internationales et la montée des rivalités technologiques, la souveraineté d'une nation se joue aussi bien dans les laboratoires, les centres d'ingénierie et les infrastructures

numériques que sur les théâtres d'opérations. Et c'est une bonne nouvelle car notre excellence militaire reconnue est ainsi complétée par ce que la France sait faire de mieux : former, innover, concevoir.

Innovation : les grandes puissances réorientent leurs dépenses vers la défense, au détriment du climat

Plus d'informations [ici](#)

INFOGRAPHIES. Les crédits budgétaires publics destinés à la R&D ont davantage été orientés vers la défense en 2024 que vers l'énergie et l'environnement. Cela illustre le tournant sécuritaire de l'innovation sur fond de tensions géopolitiques grandissantes. Si les grandes puissances économiques continuent d'investir dans la recherche et développement (R&D), force est de constater qu'elles fléchissent leurs dépenses en fonction des grands enjeux liés au contexte mondial. C'est ce qu'il ressort d'une étude parue ce mercredi, réalisée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui regroupe 38 états parmi les plus développés économiquement. Les crédits budgétaires publics de R&D destinés à la défense ont ainsi grimpé (+1,2 % sur un an), portés en grande partie par la forte hausse enregistrée dans l'Union européenne (+11,5 %) et le Japon (+17,9 %). À l'inverse, ceux consacrés à l'énergie et à l'environnement ont reculé de 8 %, après avoir augmenté de façon continue depuis 2012.

LES SOUTIENS PUBLICS À LA FILIÈRE DES SEMI-CONDUCTEURS Plus d'informations [ici](#)

La microélectronique, qui désigne la production de composants permettant de transmettre, de stocker et de traiter des informations, constitue une filière essentielle pour l'ensemble des secteurs industriels. Présente dans tous les équipements, elle joue aujourd'hui un rôle clé dans les transitions numérique et environnementale et conditionne toute innovation industrielle stratégique, notamment dans les domaines de la défense, de l'intelligence artificielle et du quantique. La filière peut se caractériser par quatre spécificités : une chaîne de valeur mondialisée et très fragmentée si bien qu'aucun pays au monde n'est capable à lui seul d'assurer la totalité de la fabrication d'une puce ; un niveau de R&D et d'investissement parmi les plus importants de l'industrie ; un montant massif de subventions publiques au niveau mondial, conséquence des enjeux géopolitiques et de la concurrence internationale accrue, la maîtrise des technologies de fabrication des puces étant déterminante pour la résilience et l'autonomie d'approvisionnement des États. La Cour publie le premier état des lieux exhaustif des soutiens publics octroyés à la filière des semi-conducteurs entre 2018 et 2025 : 8,7 Md€ d'aides programmées, ce qui représente l'un des montants les plus élevés accordés à un secteur industriel.

Quatrième édition de l'appel à projets LA DONNÉE EN SANTÉ-ENVIRONNEMENT POUR LA RECHERCHE ET L'INNOVATION Plus d'informations [ici](#)

Le Green Data For Health (GD4H) et la Plateforme des Données de Santé (HDH) s'associent pour lancer un quatrième appel à projets qui permettra de stimuler et faciliter les croisements entre des données environnementales et les données de santé au service de projets innovants. Les thématiques de l'appel à projets visent à soutenir des travaux de recherche et d'innovation mobilisant des données de santé et d'environnement autour de trois objectifs prioritaires.

« Quand la réponse arrive, la stratégie peut avoir bougé » : France 2030, un outil puissant mais trop lent

Plus d'informations [ici](#)

Lancé fin 2021, le programme a connu un déploiement rapide, selon le Comité de surveillance des investissements d'avenir. Mais le dispositif pâtit de sa gouvernance complexe et de lenteurs, peu en phase avec le rythme de l'innovation. Des progrès mais peut mieux faire. Telle pourrait être résumée l'appréciation du Comité de surveillance des investissements d'avenir sur le plan France 2030 dans son bilan publié ce mercredi. Lancé en octobre 2021 par Emmanuel Macron, ce plan a eu un « déploiement rapide », avec environ 10 milliards d'euros engagés chaque année depuis 2022, soit près de quatre fois plus que les programmes d'investissement d'avenir (PIA) précédents. Ainsi, fin 2025, 72 % des fonds prévus dans l'enveloppe initiale avaient déjà été engagés et 26 % décaissés pour les projets bénéficiaires. Présenté comme un levier pour favoriser la décarbonation de l'économie hexagonale et doper l'innovation, France 2030 agit comme un co-investisseur : « Pour chaque euro d'aide publique, 1,30 euro de financement privé est engagé », note le rapport. Depuis la naissance du programme, 35 milliards d'euros de cofinancements privés ont ainsi été levés, portant le total des investissements à 74,4 milliards d'euros.

Appel à projets générique n°5 « i-Démo - soutien aux projets structurants de R&D&I » Plus d'informations [ici](#)

L'appel à projets "i-Démo", inscrit dans le cadre du plan France 2030, vise à soutenir le développement d'entreprises industrielles et de services sur des marchés stratégiques, générateurs de valeur ajoutée et de compétitivité pour l'économie française, tout en accompagnant les transitions énergétiques, écologique et numérique. Les projets attendus présentent une assiette de dépenses totales d'un montant supérieur à 4 millions d'euros pour les projets collaboratifs et 2 millions d'euros pour les projets mono-partenaires. Le projet peut être porté par une entreprise unique, s'il s'agit d'une PME, immatriculée en France au registre du commerce et des sociétés (RCS) à la date de dépôt du dossier. Les ETI et GE (grandes entreprises) ne peuvent pas porter de projet individuel. Le projet peut également être porté par un consortium qui rassemble des partenaires industriels et des partenaires de recherche, et le cas échéant un ou plusieurs utilisateurs finaux de la solution. Les projets collaboratifs doivent associer à minima une PME ou ETI, dans la limite de 6 partenaires (sauf pour les projets s'inscrivant dans le cadre de programmes européens).

Le nouveau syndicat Initiative Pharma plaide pour des critères de souveraineté, un budget pour les médicaments innovants, et une loi de programmation en santé Plus d'informations [ici](#)

Fondé par les grands laboratoires français, Initiative Pharma devient le troisième syndicat patronal de l'industrie pharmaceutique en France, avec une feuille de route en trois points précis pour défendre la souveraineté sanitaire et les médicaments innovants. La France compte désormais un troisième syndicat patronal pour son industrie pharmaceutique. Après le divorce soudain d'avec la figure historique du Leem en début d'année, puis la création de MedFrance, regroupant ETI et PME des médicaments essentiels, Initiative Pharma est né. Fondée par Sanofi, Servier, Guerbet, Ipsen, le LFB, Pierre Fabre et Théa, cette nouvelle instance a été ralliée par deux autres laboratoires, le français Serb Pharmaceuticals et la filiale française de l'italien Chiesi. Lesquels remplissent les trois critères d'adhésion : avoir au moins une implantation industrielle ou de R&D dans l'Hexagone, détenir un portefeuille de médicaments innovants, et défendre la souveraineté dans les politiques publiques.

Ces nouveaux chiffres qui alertent sur le décrochage technologique de l'Europe Plus d'informations [ici](#)

Le fossé ne cesse de se creuser entre l'Union européenne et les géants américains et chinois en matière de dépenses de recherche et développement. Dans certains grands pays européens, elles sont même en baisse. Les Etats-Unis et la Chine caracolent en tête tandis que l'Europe reste à la traîne. En matière de dépenses de recherche et développement (R&D), le fossé ne cesse de se creuser en dépit des nombreux appels à un réveil de l'Union européenne. Dans la droite ligne du rapport de Mario Draghi sur la compétitivité publié en 2024 appelant à innover et à combler le retard technologique, le dernier prix Nobel d'économie, Philippe Aghion, soulignait, en début d'année dans « Les Echos », que « de manière évidente, il y a un décrochage technologique européen. Ce sont aujourd'hui les Etats-Unis et la Chine qui tiennent le haut du pavé en matière d'innovations de rupture. » Les chiffres récemment publiés par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le confirment amplement. Si en 2024, dans l'ensemble de ses 38 pays membres, la croissance des dépenses en R&D s'est maintenue - elle s'est établie à 2,6 % - elle n'en révèle pas moins de fortes disparités.

Coin startups

MEDEF - Référez gratuitement votre offre dans l'annuaire Solutions Startups Plus d'informations [ici](#)

Le MEDEF propose, sur la plateforme Innover en France, un annuaire dédié aux entreprises qui accompagnent les startups. Objectif : permettre aux jeunes entreprises innovantes d'identifier rapidement les bons partenaires pour répondre à leurs besoins en juridique, financement, RH, développement, marketing ou communication. Vous proposez des services à destination des startups ? Référez gratuitement votre offre dans l'annuaire Solutions Startups et gagnez en visibilité auprès d'un public ciblé. Pitch, levée de fonds, financement, accompagnement fiscal, locaux, juridique, marketing, communication : toutes les expertises utiles aux startups ont leur place sur la plateforme. En rejoignant cet annuaire, vous : Valorisez votre savoir-faire, Développez vos opportunités de mise en relation, Contribuez au dynamisme de l'écosystème entrepreneurial.

French Tech Next40/120, les candidatures sont ouvertes Plus d'informations [ici](#)

La 7ème promotion du French Tech Next40/120 marque un tournant : l'excellence technologique et la contribution au progrès commun deviennent deux piliers clé de la sélection. Prouvez que votre technologie change l'économie réelle !

Le baromètre de l'emploi des startups en France - Numeum - données du premier trimestre 2026 Plus d'informations [ici](#)

L'année 2026 commence avec un premier trimestre favorable pour l'emploi dans la French Tech. Après le « trou d'air » observé au second semestre 2025 et un mois de janvier timide, les créations d'emplois dans les startups françaises repartent à la hausse en février et mars 2026. L'écosystème affiche une croissance de +1,3% sur le premier trimestre. Une tendance favorable bien que légèrement inférieure aux trois premiers mois de l'année précédente (+ 2,8%). Sur le plan sectoriel, les tendances observées en fin d'année 2025 se confirment. Les startups du numérique (IT Services and Products) demeurent le principal pourvoyeur d'emplois dans la French Tech, avec près de 3 000 emplois créés sur la période. La HealthTech connaît de son côté une embellie notable après deux années plus contrastées. Classé en 17^{ème} position en 2025, le secteur de la santé remonte à la 2^{ème} place en ce début d'année. Les créations d'emploi dans les startups de la transition écologique (GreenTech, CleanTech) poursuivent leur ralentissement depuis l'année dernière.

La valorisation ne suffit plus : ce que les fondateurs découvrent trop tard dans une term sheet Plus d'informations [ici](#)

Il y a encore peu, lever des fonds relevait d'un exercice presque théâtral, un pitch suffisamment crédible pour projeter l'investisseur dans un futur de croissance, dont la valorisation en constituait la traduction chiffrée, à la fois symbole de confiance et levier d'accélération. Si ce modèle n'a pas disparu, il a significativement changé de nature. En 2026, la valorisation ne suffit plus à qualifier un deal, et s'impose une autre mécanique, celle des clauses, de la structuration, et de la distribution réelle du risque. C'est dans cet écart que se loge aujourd'hui la principale zone de friction entre investisseurs et fondateurs.

Le Hub France IA et la Direction Générale des Entreprises ont proposé la restitution 2026 de la cartographie des startups et fournisseurs innovants en IA Plus d'informations [ici](#)

Cette cartographie, met en lumière l'écosystème IA français et son évolution au fil des années. Si 2025 c'était près de 600 entreprises référencées sur cette cartographie interactive, ce millésime s'inscrit dans une dynamique renforcée :

- Une diffusion avec les 500 ambassadeurs du projet gouvernemental Osez l'IA
- Un lien avec "l'Équipe de France du Numérique", pour porter la voix des acteurs IA au niveau national
- Un sourcing pour alimenter les mappings européens au sein des projets Horizon Europe : DeployAI, LLM Bridge et AI Factory et renforcer les passerelles entre écosystèmes.

Candidatez à la 17^{ème} édition du concours Cleantech Open France ! Plus d'informations [ici](#)

Vous êtes un(e) entrepreneur(euse), une startup, une PME dans l'innovation au service de l'environnement ? Intégrez un écosystème de 720 startups alumni et 100 partenaires publics et privés ! Ouverture de l'appel à candidature : 2 mars au 15 mai 2026.

Les entreprises tech françaises sont-elles présentes seulement à Paris ? Plus d'informations [ici](#)

Faux. 56 % des start-up françaises sont situées hors Île-de-France et 57 % des opérations d'amorçage sont même réalisées dans les territoires. Le financement des jeunes entreprises se développe donc majoritairement en régions, où émergent de véritables écosystèmes d'innovation. En 2025, la France compte plus de 18 000 start-ups actives, représentant 450 000 emplois directs. Au premier semestre 2025, l'emploi dans les start-ups a encore progressé de 4,6 %, preuve que ces entreprises s'inscrivent dans la durée, au-delà des cycles de levées de fonds. 56 % des start-ups françaises sont situées hors Île-de-France. Certaines régions se distinguent particulièrement : L'Auvergne-Rhône-Alpes représente 12 % des opérations d'amorçage (première phase de financement d'une startup), tandis que l'Occitanie en concentre 10 %. Les levées de fonds importantes se multiplient également hors de Paris, dans des secteurs stratégiques comme la deeptech, la greentech ou l'industrie.

IA, deeptech, greentech... Découvrez la sélection 2026 des 100 start-up où investir Plus d'informations [ici](#)

Troisième année de baisse pour la French Tech, avec 7,4 milliards d'euros levés en 2025. Les investisseurs sont devenus très sélectifs, et l'amorçage a été à la peine. Mais le boom de l'IA, où la France a une vraie carte à jouer, ouvre des perspectives. C'est le Mistral qui cache la morosité. Grâce à la mégalevée de 1,7 milliard d'euros de la star tricolore de l'IA en septembre, le montant des levées de fonds des start-up françaises n'a reculé que de 5 % en 2025, à 7,4 milliards d'euros

selon le baromètre EY du capital-risque. Sinon, la chute eut été de 26 %. L'étiage reste bien bas par rapport au record de 2022, où les jeunes pousses avaient été arrosées de 13,5 milliards d'argent frais. Pourtant, le soutien de Bpifrance, premier financier de la French Tech, n'a pas molli, avec 559 millions octroyés aux start-up et 1 milliard injecté dans les fonds de venture. « Les investisseurs sont prudents et très sélectifs, comme le montre la baisse de 15 % du nombre de start-up financées, avec 618 opérations, analyse Franck Sebag, auteur du rapport d'EY. Mais l'énorme vague de l'IA est en train d'atteindre l'Hexagone, ouvrant des perspectives. »

D'ArianeGroup aux start-up du New Space, le grand rapprochement franco-japonais dans le spatial Plus d'informations [ici](#)

Ariane 6, ThrustMe... l'expertise orbitale française s'ouvre le très fermé marché japonais en quête de solution de surveillance. Avec pléthore d'accords à la clé, lors de la visite d'Emmanuel Macron. Le spatial français rayonne sur le mont Fuji. Tandis qu'Emmanuel Macron s'entretenait, à son arrivée au Japon, avec la Première ministre, Sanae Takaichi, sur les voies alternatives à la guerre de Trump au Moyen-Orient et à l'hégémonie chinoise, l'expertise orbitale française embarquée dans la délégation française a multiplié les alliances. ArianeGroup, dont le nouveau dirigeant ce 1er avril, Christophe Bruneau, était de la mission présidentielle, a signé ce mercredi à Tokyo un accord de coopération avec IHI Aerospace pour la mise en place et l'exploitation d'une station optique de surveillance de l'espace au Japon.

CentraleSupélec veut devenir un « gros pourvoyeur de start-up dans la deeptech » Plus d'informations [ici](#)

Implantée sur le plateau de Saclay en Essonne, CentraleSupélec, pionnière dans l'accompagnement entrepreneurial, a soutenu 200 start-up en 2025, dont 50 via son accélérateur. L'école d'ingénieurs mise sur la deeptech et l'intelligence artificielle pour les prochaines années. 1.400 start-up fondées par des alumni, 10 licornes, 121 millions d'euros levés... La grande école d'ingénieurs CentraleSupélec, implantée à Gif-sur-Yvette (Essonne) veut devenir « le plus gros pourvoyeur de start-up dans la deeptech et dans l'intelligence artificielle », explique Stéphanie Hajjar, directrice de l'innovation et de l'entrepreneuriat à CentraleSupélec. L'établissement vise à soutenir les projets autour des enjeux de climat, de biodiversité, de santé et de technologies de rupture dans l'industrie comme le spatial, l'énergie et la robotique.

Tech française : comment pérenniser le rebond Plus d'informations [ici](#)

Des milliers d'entreprises émergent dans l'IA, le quantique, les semi-conducteurs, le spatial. Comment pérenniser ce mouvement pour reconstruire en France une industrie technologique de grande ampleur dans des domaines stratégiques ? La réponse de Jean-Hervé Lorenzi et Nicolas Dubourg dans la chronique du « Cercle des économistes ». La nostalgie n'est pas toujours mauvaise conseillère. Souvenez-vous, il y a quelques décennies, nous étions si fiers de la Caravelle, du Concorde, des premières Ariane. Dans les télécoms avec le réseau numérique à intégration de services (RNIS), comme dans le nucléaire - même si la technologie était d'origine américaine - la mise en oeuvre française impressionnait. Dans bien des domaines, la France se targuait d'être une puissance technologique de premier plan en Europe. Mais nous savions aussi, lucidement, que cette excellence ne se traduisait pas toujours par des succès commerciaux à la mesure de nos ambitions. A l'époque, nous cultivions volontiers l'image d'un pays d'ingénieurs et d'innovateurs. Et puis vint une période bien plus sombre pour l'industrie puisque dès les années 1990, le choix collectif et explicite fut de privilégier une économie de services. La France devait par exemple rivaliser avec la City de Londres ou bien devenir la première destination touristique mondiale.

La startup nation peut-elle devenir un levier de souveraineté ? Plus d'informations [ici](#)

Mardi 14 avril, une table ronde organisée en marge de Tech For Future interrogeait la capacité du milieu de la tech à s'affranchir de la dépendance aux technologies américaines. Un enjeu critique pour l'économie européenne d'autant plus sensible que les tensions géopolitiques progressent. IA, cloud, puces électroniques ... Peut-on compter sur nos entrepreneurs pour nous défaire de la dépendance aux services numériques américains ? Vous avez 3 heures. Enfin si vous n'avez pas ce temps devant vous, vous pouvez toujours lire cet article.

Les entreprises de taille intermédiaire, grandes absentes de France 2030, «pèsent pourtant 17% des dépenses de R&D» Plus d'informations [ici](#)

Le plan d'investissement France 2030 qui doit faire émerger les champions industriels de demain a investi près de 10 milliards d'euros par an depuis 2022. Mais il doit encore gagner en visibilité et simplicité. C'était la promesse de France

2030 : faire émerger les champions industriels de demain en investissant massivement dans l'innovation. Depuis 2022, près de 10 milliards d'euros ont été engagés en moyenne chaque année, près de quatre fois plus que les plans d'investissements d'avenir (PIA) qui l'ont précédé, constate le dernier rapport du comité de surveillance des investissements d'avenir publié mi-avril. Le programme a tenu au moins en partie une autre de ses promesses de favoriser les «nouveaux entrants» plutôt que les grands groupes déjà bien installés. Les PME ont représenté 57% des lauréats de France 2030. Celles-ci se sont partagé 20% des 40 milliards d'euros distribués par le secrétariat général à l'investissement à fin 2025.

“Construire un pont durable entre le monde de la tech et celui des sciences” : Sanofi s'appuie sur les start-up de Station F pour accélérer la découverte de traitements grâce à l'IA Plus d'informations [ici](#)

Sanofi va sélectionner une quinzaine de start-up au sein de Station F pour lancer plusieurs projets autour de l'IA en santé. Ces collaborations doivent permettre d'accélérer l'identification de cibles thérapeutiques et la conception de nouvelles molécules. Sanofi renforce sa stratégie d'innovation ouverte. Le groupe pharmaceutique annonce ce 31 mars 2026 une collaboration avec Station F avec un objectif clair : rapprocher la recherche biomédicale des capacités technologiques des start-up, en particulier autour de l'intelligence artificielle appliquée à la recherche de nouveaux traitements. Ce partenariat vise à connecter directement des jeunes pousses sélectionnées aux équipes scientifiques de Sanofi.

Europe & international

L'UE renforcera la dimension régionale de la recherche et de l'innovation Plus d'informations [ici](#)

La Commission européenne et le Comité européen des régions ont signé un nouveau plan d'action conjoint visant à renforcer le rôle des villes et des régions dans la recherche et l'innovation (R&I). Dans le cadre du plan d'action conjoint, la Commission et le Comité des régions collaboreront pour renforcer la dimension régionale et locale des politiques et initiatives de l'UE en matière de R&I. Le plan d'action conjoint soutiendra également la mise en œuvre des actions clés de la Commission aux niveaux local et régional et facilitera l'échange d'expertise et de données entre les deux institutions. Le plan d'action définit quatre priorités concrètes pour stimuler l'innovation, la durabilité et la compétitivité dans les villes et les régions européennes.

Quelle Base Industrielle et Technologique de Défense pour réarmer l'Europe ? Plus d'informations [ici](#)

La montée des tensions géopolitiques oblige l'Europe à accélérer la consolidation de sa base industrielle et technologique de défense. L'Europe augmente fortement ses budgets de défense, mais reste dépendante de fournisseurs hors UE pour 80 % de ses commandes. La BITD française joue un rôle central mais fait face à des tensions : financement, compétences, chaîne d'approvisionnement. L'autonomie stratégique dépend de financements adaptés, d'une demande européenne prévisible et d'une coopération industrielle renforcée. Face à un environnement géopolitique durablement instable, l'Europe est engagée dans un effort de réarmement sans précédent depuis la fin de la guerre froide. Les budgets nationaux de défense progressent fortement, les décideurs politiques s'accordant sur la nécessité de reconstituer les stocks, de moderniser les capacités militaires et de renforcer l'autonomie stratégique du continent. Pourtant, cette dynamique s'inscrit dans un contexte paradoxal : malgré l'augmentation rapide des dépenses, une part importante des acquisitions continue de bénéficier à des fournisseurs extérieurs à l'Union européenne, révélant une dépendance structurelle qui fragilise la souveraineté industrielle.

Budget à long terme de l'UE: les députés veulent une augmentation de 10% pour soutenir les priorités de l'UE ? Plus d'informations [ici](#)

La commission des budgets présente le projet de position de négociation du Parlement sur le prochain budget de l'Union. Un appel pour que le budget de l'après-2027 représente 1,27 % du RNB de l'Union et pour exclure les coûts de remboursement de la dette. La défense et la compétitivité en tant que nouvelles priorités, mais le financement de la cohésion et de l'agriculture doit être préservé. La flexibilité sans transparence porterait atteinte à la confiance des citoyens envers l'UE. Le budget de l'UE pour la période 2028-2034 (cadre financier pluriannuel - CFP) devrait être fixé à 1,27 % du RNB de l'UE, le service de la dette du fonds de relance NextGenerationEU (0,11 % du RNB) ne relevant pas des plafonds budgétaires, selon le rapport intermédiaire adopté par la commission des budgets par 26 voix pour, 9 voix contre et 5 abstentions. Cela représente une augmentation de 10 % par rapport à la proposition de la Commission de juillet 2025, et

les députés proposent d'allouer cette augmentation de financement de manière égale entre les trois rubriques du budget qui financent les priorités de l'UE.

La Commission investit près de 400 millions d'euros en faveur des chercheurs postdoctoraux Plus d'informations [ici](#)

La Commission européenne lance aujourd'hui l'appel 2026 pour les bourses postdoctorales octroyées dans le cadre des actions Marie Skłodowska-Curie (AMSC), dotées d'un budget de 399,05 millions d'euros. Ces bourses aident les chercheurs titulaires d'un doctorat à mener leurs activités de recherche à l'étranger et à acquérir de nouvelles compétences dans différentes disciplines et différents secteurs. Les chercheurs auront l'avantage de travailler au sein d'équipes scientifiques de premier plan, et contribueront ainsi à la compétitivité de l'UE grâce à leurs travaux de recherche de pointe. Les candidatures sont ouvertes dès aujourd'hui jusqu'au 9 septembre 2026. Depuis sa création en 1996, plus de 150,000 chercheurs ont participé aux actions Marie Skłodowska-Curie, dont 23 lauréats du prix Nobel, ce qui témoigne de la contribution de longue date de ces actions à l'excellence scientifique et à la coopération internationale.

Europe, deeptech et souveraineté : "Nous ne gagnerons jamais la course à l'argent", prévient Kat Borlongan (EIC) Plus d'informations [ici](#)

Effet de levier, fonds publics, montée en puissance du Conseil européen de l'innovation... Sur le papier, l'Europe semble mieux armée pour financer sa deeptech. Dans les faits, les blocages persistent. Membre du board de l'EIC et ancienne directrice de la French Tech, Kat Borlongan pointe un déficit plus structurel : celui des liquidités, du marché... et de la stratégie industrielle. Ancienne directrice de la French Tech, aujourd'hui membre du board du Conseil européen de l'innovation (EIC) au sein de la Commission européenne, Kat Borlongan analyse les limites structurelles de l'écosystème deeptech européen. Derrière les annonces de financements, elle pointe un déficit plus profond : celui des liquidités, du marché mais également - et surtout - d'une absence de véritable stratégie industrielle. Créé par la Commission européenne dans le cadre d'Horizon Europe, l'EIC est l'un des principaux instruments de financement de la deeptech en Europe. Doté de plus de 10 milliards d'euros, il intervient de la recherche à l'industrialisation via trois programmes - Pathfinder, Transition et Accelerator - combinant subventions et investissements en capital pour faire émerger des innovations et accompagner leur passage à l'échelle.

Conseil informel «Compétitivité» (Recherche) - Renforcer l'excellence de la recherche à l'échelle mondiale: libérer le potentiel d'innovation de l'Europe Plus d'informations [ici](#)

Le Conseil informel «Compétitivité» concernant la recherche s'est virtuellement réuni le 31 mars 2026. Le Ministre délégué à la recherche, à l'innovation et à la politique numérique de la République de Chypre, M. Nicodemos Damianou, a présidé la réunion, à laquelle Mme Ekaterina Zaharieva, Commissaire européenne aux start-ups, à la recherche et à l'innovation a également assisté. Axée sur le thème «Améliorer l'excellence de la recherche à l'échelle mondiale: libérer le potentiel d'innovation de l'Europe», la réunion informelle s'est constituée en plateforme permettant un échange de vues ouvert et tourné vers l'avenir en ce qui concerne renforcement de la recherche et de l'innovation en tant que moteurs essentiels de la compétitivité, de la résilience et de l'autonomie stratégique de l'Europe.

Innovation : pourquoi l'Europe est beaucoup trop lente pour financer les projets Plus d'informations [ici](#)

LA LETTRE DE BRUXELLES. Cinq ans après son lancement, le Fonds européen pour l'innovation n'a versé que 1 % des 40 milliards d'euros prévus. La Cour européenne des comptes européenne sonne l'alarme. Le Fonds européen pour l'innovation n'a pas tenu toutes ses promesses. Selon un rapport récent de la Cour européenne des comptes, seulement 1 % des 40 milliards d'euros attendus d'ici 2030 avaient été effectivement versés aux projets à fin 2025. Mais entendons-nous bien : que l'innovation n'aboutisse pas toujours, c'est le propre de la recherche. Toutes les innovations ne débouchent pas forcément sur une application performante.

Partenariat stratégique franco-suédois d'innovation pour des sociétés durables, numériques et résilientes Plus d'informations [ici](#)

Découvrez le partenariat stratégique franco-suédois d'innovation pour des sociétés durables, numériques et résilientes! Celui-ci a été signé le 30 janvier 2024 à Stockholm par le Président de la République Emmanuel Macron et le Premier ministre suédois Ulf Kristersson. Il fait suite au partenariat pour l'innovation et les solutions vertes signé le 17 novembre

2017 à Göteborg par le Président de la République Emmanuel Macron et le Premier ministre suédois Stefan Löfven qui comprenait une feuille de route opérationnelle retraçant des actions prioritaires dans 4 domaines clés : transports/énergie verte/ville durable ; finance verte; smart industry; santé et sciences de la vie. Le nouveau partenariat stratégique franco-suédois d'innovation pour des sociétés durables, numériques et résilientes a notamment été étendu aux enjeux du nucléaire, de la défense, de la foresterie et de résilience (cybersécurité, minerais critiques...). Il est téléchargeable sur ce site (versions FR/EN/SW).

Ambition India 2026 : la France mise sur l'Inde, marché d'opportunités et d'innovation Plus d'informations [ici](#)

À l'heure où les relations économiques franco-indiennes montent en puissance, Business France organise Ambition India 2026, un rendez-vous destiné à rapprocher dirigeants français et indiens autour des grandes opportunités du marché indien. Prévu le 28 avril 2026 à Paris, l'événement réunira des CEO et des cadres dirigeants des deux pays pour des échanges sectoriels, des retours d'expérience et des rencontres d'affaires. L'édition 2026 s'inscrit dans une dynamique plus large : la France et l'Inde renforcent leur partenariat économique, technologique et stratégique, sur fond d'Année France-Inde de l'innovation 2026. Business France souligne que l'événement mettra en avant plusieurs secteurs clés, notamment la santé, l'aéronautique, le spatial, l'agroalimentaire, la grande consommation, ainsi que la transition écologique et énergétique.

Là où ça bouge Kenya : quand l'innovation naît des usages Plus d'informations [ici](#)

En 2023, les startups kényanes ont capté près de 800 millions de dollars d'investissements, plaçant le pays parmi les principaux hubs technologiques du continent. La capitale s'est imposée en quelques années comme un point de passage incontournable pour les entrepreneurs et les investisseurs, à la croisée des dynamiques africaines et internationales. L'écosystème kenyan innove vite, avec peu de moyens, mais une forte proximité avec les usagers. Le cas de M-Pesa en est l'exemple. Lancé en 2007 par Safaricom, ce service permet d'envoyer et de recevoir de l'argent via un simple téléphone mobile, sans passer par un compte bancaire classique. Concrètement, un utilisateur peut déposer de l'argent chez un agent local, souvent un petit commerçant, et le transférer instantanément à un proche, payer des factures ou acheter des biens. Aujourd'hui, plus de 50 millions de personnes utilisent M-Pesa, et les transactions représentent plus de 50% du PIB du Kenya. Ce système a permis à des millions de Kényans d'accéder pour la première fois à des services financiers, dans un pays où les infrastructures bancaires étaient limitées.

Recherche

« Nous défendons un continuum entre recherche fondamentale et recherche appliquée » Plus d'informations [ici](#)

À l'heure où l'Europe redéfinit sa stratégie en matière de recherche et d'innovation pour renforcer sa compétitivité, une nouvelle catégorie d'équipements émerge dans les discussions autour du futur programme-cadre (FP10, 2028-2034) : les infrastructures technologiques. Michel Guidal, président du comité des Très Grandes Infrastructures de Recherche du CNRS, nous en détaille les enjeux.

Recherche publique : la dépendance aux financements privés devient "structurelle" Plus d'informations [ici](#)

Commandé par la Commission nationale de la déontologie et des alertes en matière de santé publique et d'environnement, un rapport d'experts examine l'essor des collaborations entre institutions scientifiques publiques et acteurs économiques. Selon ses auteurs, la baisse des financements publics a profondément transformé les conditions de production des savoirs, au point de poser la question de l'indépendance de l'expertise. Le rapport formule pas moins de 68 recommandations pour en renforcer, en profondeur, l'indépendance et l'autonomie.

Lancement de la stratégie Choose France for Higher Education Plus d'informations [ici](#)

Dans le cadre du lancement de la stratégie d'attractivité *Choose France for Higher Education*, Philippe Baptiste a présenté ce mardi 21 avril, ce nouveau plan visant à renforcer l'attractivité de la France en matière d'enseignement supérieur et de recherche, lors d'un déplacement à l'Université de Technologie de Compiègne (UTC).

Enseignement supérieur : les ministres venus du sérail font-ils la différence ? Plus d'informations [ici](#)

Depuis 2017, tous les ministres de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sont issus du monde académique. Une singularité dans le paysage ministériel français, qui a ses raisons mais pose aussi la question du poids politique de ce portefeuille. Depuis le premier quinquennat d'Emmanuel Macron, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche est confié à des personnalités issues du monde académique. Frédérique Vidal (2017-2022) et Sylvie Retailleau (2022-2024) étaient toutes deux présidentes d'université lors de leur nomination. Patrick Hetzel, brièvement ministre dans le gouvernement de Michel Barnier, a été professeur d'université et directeur général de l'enseignement supérieur avant sa carrière politique. Installé rue Descartes depuis décembre 2024, Philippe Baptiste est au départ chercheur au CNRS... et l'ancien directeur de cabinet de Frédérique Vidal. Un petit monde.

Gaspillage d'argent public, dysfonctionnements préoccupants : pourquoi les grandes écoles et les universités sont en colère Plus d'informations [ici](#)

Le projet de loi de régulation de l'enseignement supérieur privé ne sera finalement pas examiné en mai, contrairement aux attentes du secteur. Une autre option est à l'étude. La protection des étudiants et de leurs familles est-elle vraiment un sujet prioritaire pour le gouvernement ? C'est la question que posent universités et grandes écoles dans un récent courrier adressé à Matignon. L'examen du projet de loi de régulation de l'enseignement supérieur privé, présenté en Conseil des ministres le 30 juillet dernier, ne sera finalement pas examiné au Sénat en mai. « Le calendrier a bougé, on continue à soutenir le texte, on espère pouvoir l'examiner rapidement », indique Matignon sans plus de détails.

Paiement des factures, stagiaires, appels à projets... Dans les laboratoires du CNRS, les effets concrets des dernières coupes budgétaires se font déjà sentir Plus d'informations [ici](#)

Le 24 mars dernier, le PDG du CNRS Antoine Petit informait ses directeurs d'unité d'un budget rectificatif 2026 incluant une diminution des prévisions de dépenses de 20 millions d'euros. Alors que le principal organisme de recherche français fait déjà face à une baisse de son budget de plus d'un demi-milliard d'euros depuis 2024, liée à des coupes budgétaires et à des charges non compensées, chercheurs et directeurs d'unité détaillent les conséquences concrètes de ces mesures dans leurs laboratoires.

Budget de la recherche : des projets du CNRS menacés d'arrêt Plus d'informations [ici](#)

Santé, environnement, sciences humaines... Des directeurs de laboratoires du CNRS, fleuron de la recherche en France, craignent de devoir interrompre certains projets scientifiques après une nouvelle réduction de leurs moyens, demandée par le gouvernement.

Transformer le potentiel de la deeptech : Les résultats des SATT au 1er janvier 2026 Plus d'informations [ici](#)

Accélérer l'industrialisation des innovations issues des laboratoires publics français et leur valorisation pour la société, c'est le défi relevé par les SATT depuis 14 ans d'existence. Ce début d'année 2026 est l'occasion de mettre en avant leurs résultats mutualisés, qui illustrent pleinement leur impact, leur capacité à transformer la recherche et leurs efforts croissants au service de la mutualisation des compétences et du transfert des technologies.

Les dépenses de R&D des entreprises en 2024 (données provisoires) Plus d'informations [ici](#)

En 2024, les dépenses intérieures de R&D des entreprises implantées en France (DIRDE) augmentent de 1,0 % en volume. Ces entreprises emploient 321 500 personnes en équivalent temps plein (ETP) pour leurs activités de R&D, soit une hausse de 3,1 % par rapport à 2023. Les trois premières régions en matière de dépenses intérieures de R&D sont l'Île-de-France, l'Auvergne-Rhône-Alpes et l'Occitanie. Elles réalisent 68 % de la DIRDE totale et emploient 66 % des effectifs de R&D.

Industrie pharmaceutique : « La France forme des chercheurs d'excellence, mais presque aucun nouveau médicament ne vient de chez nous » Plus d'informations [ici](#)

Sur les six dernières années, la France n'a réussi à faire agréer que huit nouveaux médicaments auprès de la FDA américaine. Un chiffre qui révèle le naufrage silencieux d'une puissance pharmaceutique qui fut jadis pionnière, estime Bernard Meunier, membre de l'Académie des sciences et de l'Académie nationale de pharmacie. Au moment où l'Europe commence à réaliser que la plupart des nouveaux médicaments sont créés aux Etats-Unis et fabriqués en Asie, et avant que la Chine ne devienne également une zone de création, quelle est la situation dans notre pays ? Malheureusement elle

n'est pas brillante. La France a été dans la seconde moitié du siècle dernier, un pays de création de médicaments. Qui sait maintenant que le Plavix, un antiagrégant plaquettaire essentiel a été découvert dans une petite société dénommée Parcor, à Toulouse, et que le taxotère, un médicament majeur pour traiter de nombreux cancers, a été découvert dans un laboratoire du CNRS, à Gif-sur-Yvette ?

Innovation bas carbone : confrontée à une concurrence mondiale accrue, la France peine à s'imposer dans les technologies les plus dynamiques Plus d'informations [ici](#)

La France dispose d'atouts solides dans la course mondiale à l'innovation bas carbone, notamment dans l'énergie nucléaire et certaines filières industrielles historiques. Cependant, elle peine à s'imposer dans les technologies les plus dynamiques, comme les batteries ou les solutions numériques, selon une note rendue publique le jeudi 9 avril 2026 par le Haut-commissariat à la stratégie et au Plan (HCSP). Pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, l'innovation technologique au service de la décarbonation constitue un enjeu majeur de compétitivité et de souveraineté, rappelle le Haut-commissariat au Plan (HCSP) dans sa note publiée le jeudi 9 avril 2026. Dans ce domaine, la France dispose d'atouts solides, notamment dans l'énergie nucléaire et certaines filières industrielles historiques. Néanmoins, elle peine encore à s'imposer dans les technologies les plus dynamiques, comme les batteries ou les solutions numériques.

Medtech : « Après avoir sacrifié l'industrie, ne sacrifions pas l'innovation technologique » Plus d'informations [ici](#)

La « medtech » française est en train de se faire distancer par les Etats-Unis et la Chine s'alarme Philippe Pouletty, directeur général de Truffle Capital, qui préconise de réorienter le crédit impôt recherche (CIR) vers les PME et les start-up. Il y a quelques jours, dans un hôpital de l'AP-HP, une femme de 91 ans a reçu une valve cardiaque artificielle. Trop fragile pour une opération à cœur ouvert, elle doit sa survie à une technologie transcathéter... à l'origine française, désormais américaine. Pourtant, ce n'est pas un problème de savoir-faire : nous sommes tout à fait capables d'inventer puis de développer et commercialiser de telles innovations en France. Ce qui nous manque, c'est la capacité d'en faire des leaders mondiaux indépendants capables d'industrialiser et d'exporter. Ce fossé entre la qualité de notre recherche et notre incapacité à l'industrialiser est une blessure stratégique que nous infligeons à notre propre économie.

Propriété industrielle

L'innovation en faveur de la décarbonation - Note d'étape de la CNEPI Plus d'informations [ici](#)

Dans un contexte d'accélération du changement climatique, la transition vers une économie bas carbone constitue l'un des défis du XXI^e siècle. Mise au service de la décarbonation, l'innovation constitue aussi un enjeu majeur de compétitivité et de souveraineté. La France, l'UE et d'autres pays ou régions du monde ont ainsi lancé de multiples initiatives visant à promouvoir les technologies dites « propres ». À l'échelle mondiale, les technologies bas carbone représentent désormais plus de 15 % des dépôts de brevets, une part qui a doublé en vingt ans. La France, comme la plupart des pays européens, a vu diminuer son poids relatif dans ce domaine (4 % du total mondial, ces dernières années), avec l'émergence de la Chine et de la Corée du Sud. Comment la France se situe-t-elle plus précisément dans la dynamique mondiale de l'innovation « bas carbone » ? De nouveaux travaux de la Commission nationale d'évaluation des politiques d'innovation (CNEPI), animée par le Haut-commissariat à la Stratégie et au Plan, éclairent cet enjeu en dressant un panorama des évolutions à l'œuvre en France et dans le monde.

Retrouvez toutes les newsletters et l'actualité du MEDEF sur les sujets d'innovation sur notre site www.innover-en-france.fr et page LinkedIn [MEDEF Numérique & Innovation](#).

Contact : Gérald Kénanian gkenanian@medef.fr